

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2436

[C — 2012/29326]

**12 JUILLET 2012.** — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, à l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire, aux bâtiments scolaires et à la recherche

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Un point 64 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe au présent décret.

**TITRE II.** — *Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 2.** Dans l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 5 est remplacé par un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Les dotations forfaitaires établies à l'alinéa 4 sont fixées à l'indice général des prix à la consommation 88,63 de septembre 1997, en base 2004. Les montants sont, chaque année civile :

1) calculés en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier, sauf pour l'enseignement de promotion sociale de régime 1 où le nombre d'élèves pris en compte est la moyenne entre les nombres d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> et au 5<sup>e</sup> dixièmes de l'unité de formation;

2) Indexés :

a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;

b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);

c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. »;

2° l'alinéa 8 est remplacé par un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Complémentairement aux augmentations visées à l'alinéa 7, les dotations relatives à l'enseignement maternel et primaire ordinaire sont augmentées de 11,58 EUR en 2003, 2004 et 2005, et de 13,21 EUR en 2006. Ces majorations sont fixées à l'indice 88,63 de l'indice général des prix à la consommation en base 2004. Elles sont indexées annuellement, comme indiqué ci-dessous :

a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;

b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);

c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant aux augmentations de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

**Art. 3.** Dans l'article 32, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier dans les Ecoles supérieures des Arts et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est fixé, à partir de l'année 2003, au montant accordé pour l'année 2002, tel qu'il a été établi sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, et indexé comme indiqué ci-dessous :

a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;

b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);

c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. »;

2° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« A partir de l'année scolaire 2010-2011, le montant des subventions de fonctionnement des internats est fixé en fonction du montant accordé pour l'année scolaire précédente et indexé comme indiqué ci-dessous :

a) pour l'année scolaire 2010-2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;

b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);

c) à partir de l'année scolaire 2012-2013, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 4.** Dans l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« A partir de l'année scolaire 2010-2011, le montant des subventions de fonctionnement est fixé en fonction du montant accordé pour l'année scolaire précédente, indexé comme indiqué ci-dessous :

- a) pour l'année scolaire 2010-2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année scolaire 2012-2013, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire*

**Art. 5.** Dans l'article 18, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, le 1<sup>er</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« indexées :

- a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant aux dotations budgétaires de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

**Art. 6.** Dans l'article 110, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ces montants sont indexés :

- a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

**Art. 7.** Dans l'article 6, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Des crédits supplémentaires pour un montant annuel de 8.092.000 euros sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 9, § 2. Ces crédits sont indexés comme suit :

- a) pour l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

**Art. 8.** Dans l'article 7, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Des crédits supplémentaires pour un montant annuel de 5.834.000 euros sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 10, § 2. A partir de l'année budgétaire 2011, le montant de ces crédits est indexé :

- a) pour l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

**Art. 9.** L'article 56 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, est remplacé par ce qui suit :

« 991.574,09 euros au moins sont affectés aux établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est indexé comme suit :

- a) jusque et y compris l'année civile 2011, sur l'indice général des prix à la consommation de janvier en base 2004;
- b) pour l'année civile 2012, sur base du rapport 119,03/115,66 (indice général des prix à la consommation de janvier 2011, en base 2004);
- c) à partir de l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

**TITRE III. — Dispositions relatives l'Agence pour l'évaluation  
de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 10.** Dans l'article 22 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « 675.000 euro. » sont remplacés par les mots « 670.000 euros. ».

**TITRE IV. — Dispositions relatives au financement de l'Enseignement supérieur universitaire et non universitaire**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 11.** Dans l'article 29, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 107.725.882 euros pour les années budgétaires 2006 à 2015. » sont remplacés par les mots « 108.385.969 euros pour l'année budgétaire 2012 et à 109.863.851 euros à partir de l'année budgétaire 2013. »;

2° dans le § 2, les mots « 325.043.339 euros » sont remplacés par les mots « 324.805.410 euros »;

3° dans le § 7, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante : « Exceptionnellement, l'augmentation annuelle pour l'année budgétaire 2012 est de 1.997.389 euros. ».

**Art. 12.** Dans l'article 32bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, tel que modifié, les mots « 8.420.898 euros » sont remplacés par les mots « 8.414.734 euros ».

**Art. 13.** Dans l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, inséré par le décret du 19 mai 2004, tel que modifié, les mots « de 4.891.350 euros, » sont insérés entre les mots « un montant » et le mot « représentant ».

**Art. 14.** Dans l'article 35bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, inséré par le décret du 13 décembre 2007, tel que modifié, les mots « 2.981.776 euros » sont remplacés par les mots « 3.128.362 euros ».

**Art. 15.** Dans l'article 35ter, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « 3.028.279 euros » sont remplacés par les mots « 3.026.062 euros »;

2° au point 3°, les mots « 2.487.381 euros » sont remplacés par les mots « 2.485.560 euros ».

**Art. 16.** Dans l'article 35quater, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « 2.359.434 euros » sont remplacés par les mots « 2.357.707 euros »;

2° au point 3°, les mots « 3.038.795 euros » sont remplacés par les mots « 3.036.571 euros ».

**Art. 17.** Dans l'article 35quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les mots « 2.272.977 euros » sont remplacés par les mots « 2.271.313 euros ».

**Art. 18.** Dans l'article 35sexies, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « 2.607.866 euros » sont remplacés par les mots « 2.605.957 euros »;

2° au point 3°, les mots « 2.411.746 euros » sont remplacés par les mots « 2.409.981 euros ».

**Art. 19.** Dans l'article 36ter, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008, tel que modifié, les mots « 633.336 euros » sont remplacés par les mots « 628.282 euros ».

**Art. 20.** Dans l'article 36quater de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 135.001 euros » sont remplacés par les mots « 133.924 euros »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « 15.000 euros » sont remplacés par les mots « 14.880 euros ».

**Art. 21.** Dans l'article 45 de la même loi, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 7.600.000 euros » sont remplacés par les mots « 7.594.437 euros »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 3.445.000 euros » sont remplacés par les mots 3.442.478 euros ».

**Art. 22.** L'article 46, § 2, de la même loi, tel que modifié, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2012, cette subvention s'élève à un montant de 3.017.700 euros, indexé. ».

**CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement  
des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française**

**Art. 23.** Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, les mots « 283.741.389 euros » sont remplacés par les mots « 283.720.841 euros ».

**Art. 24.** Dans l'article 21quater, § 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 20 juillet 2005, tel que modifié, les mots « A partir de l'année budgétaire 2010, le montant global destiné à cet effet s'élève à 11.267.783 EUR. » sont remplacés par les mots « A partir de l'année budgétaire 2012, le montant global destiné à cet effet s'élève à 11.895.399 EUR. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux aides aux institutions universitaires*

**Art. 25.** L'article 14, § 2, du décret-programme du 20 décembre 2011 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et à l'Enseignement de promotion sociale, au financement des institutions universitaires et des Hautes Ecoles, aux aides aux institutions universitaires, aux organismes d'intérêt public et au sport est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Il est alloué annuellement à la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Liège un montant de 800.000 euros. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives au Centre hospitalier universitaire de Liège*

**Art. 26.** Dans l'article 10 du décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires le Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux, les mots « 1.720.000 euros » sont remplacés par les mots « 1.716.000 euros ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire*

**Art. 27.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire, tel que modifié, les mots « A partir de l'année budgétaire 2010, le montant global destiné à cet effet s'élève à 1.588.642 EUR. » sont remplacés par les mots « A partir de l'année budgétaire 2012, le montant global destiné à cet effet s'élève à 1.677.129 EUR. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts*

**Art. 28.** L'article 60quinquies, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel qu'inséré par le décret du 9 mai 2008, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. A partir de l'année budgétaire 2012, une allocation d'équipement est accordée aux Ecoles supérieures des Arts, dont le montant est fixé à 138.000 EUR par an.

Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire concernée/Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire 2012. ».

**Art. 29.** Dans l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié, les deuxième et troisième phrases commençant par les mots « Un montant de » et finissant par les mots « indice santé des prix à la consommation. » sont remplacés par les phrases suivantes :

« A partir de l'année budgétaire 2012, un montant de 66,89 EUR est attribué par étudiant subsidiaire pour le financement. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés*

**Art. 30.** Dans l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, tel que modifié, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Dans les institutions universitaires, reprises sous les lettres a) à c) de l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant de 380,64 EUR par étudiant est attribué pour les 5.000 premiers étudiants et un montant de 253,10 EUR par étudiant au-delà de 5.000.

Dans les institutions universitaires reprises sous les lettres d) à i) de l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant de 380,64 EUR par étudiant est attribué pour les 2.500 premiers étudiants et un montant de 253,10 EUR par étudiant au-delà de 2.500.

Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire concernée/Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire 2012. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

**Art. 31.** Dans l'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié, les deuxième et troisième phrases commençant par les mots « Un montant de 52,06 EUR » et finissant par les mots « par la Communauté française. » sont remplacés par les phrases suivantes :

« A partir de l'année budgétaire 2012, un montant de 70,25 EUR est attribué par étudiant subsidiaire pour le financement. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure. ».



TITRE V. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 32.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, deux tirets sont insérés à la suite des précédents :

« - euro 34 811 544 en 2 011; - euro 35 811 000 en 2012 ».

A l'alinéa 4 du même paragraphe, les mots « 2011 » et « 2010 » sont respectivement remplacés par « 2013 » et « 2012 ».

TITRE VI. — *Dispositions relatives à la Recherche*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant le décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires*

**Art. 33.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires, le montant « euro 13.063.354 », accordé pour les fonds spéciaux de recherche, est remplacé par le montant « 13.053.792 euros ».

A l'article 6 du même décret, le montant « euro 13.135.354 », accordé pour les actions de recherches concertées, est remplacé par le montant « 13.125.739 euros ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique*

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 17, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, le montant « euro 8.326.000 », en faveur du Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS pour le financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture est remplacé par « 8.426.230 euros en 2012 et 8.638.879 euros à partir de 2013 ».

§ 2. A l'alinéa 4 du même article, le montant complémentaire « euro 2.000.000 » est remplacé par « 1.998.536 euros ».

**Art. 35.** Un § 3 est ajouté à l'article 27 du même décret, rédigé comme suit :

« Lors de la décision portant sur l'octroi d'une seconde bourse, telle que prévue à l'article 29, il n'y a pas d'épreuve orale. Le conseil d'administration prend sa décision sur la base du rapport remis par le comité d'accompagnement du candidat pour sa réinscription au doctorat dans l'université de la Communauté française de Belgique où il est inscrit à titre principal. ».

TITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 36.** Les articles 2 à 24 et 26 à 31 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les articles 33 et 34 produisent leurs effets à partir de l'année budgétaire 2012.

Les autres articles entrent en vigueur 10 jours après la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2012..

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 386-1. — Avis des commissions, n° 386-2 à n° 386-5. — Rapport, n° 386-6.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 11 juillet 2012. — Reprise de la discussion et adoption. Séance du 12 juillet 2012.

## Annexe

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
64. Fonds du délégué général aux droits de l'enfant	Donations, legs et recettes de toute nature destinées à la promotion ou au développement des droits de l'Enfant	Achat de biens et services, dépenses diverses, octroi de subventions concernant les activités de promotion des droits de l'Enfant du Délégué général aux droits de l'Enfant

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 2436

[C — 2012/29326]

**12 JULI 2012.** — **Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, de financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs, de schoolgebouwen en het onderzoek (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I.** — *Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** Er wordt een punt 64 toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap volgens de tabel gevoegd bij dit decreet.

**TITEL II.** — *Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.*

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 2.** In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« De forfaitaire dotaties bepaald in het vierde lid worden gekoppeld aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen 88,63 van september 1997, op basis van 2004. De bedragen worden, elk kalenderjaar :

1) berekend in functie van het aantal leerlingen die regelmatig op 15 januari ingeschreven worden, behalve voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 waar het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen, het gemiddelde is van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op het 1ste en het 5de tiende deel van de opleidingseenheid;

2) geïndexeerd :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de forfaitaire dotaties van het vorige jaar toe te passen »;

2° het achtste lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« Ter aanvulling van de verhogingen bedoeld in het zevende lid, worden de dotaties voor het gewoon kleuter- en lager onderwijs verhoogd met 11,58 euro in 2003, 2004 en 2005, en met 13,21 euro in 2006. Deze verhogingen worden gekoppeld aan de index 88,63 van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen. Ze worden jaarlijks geïndexeerd, zoals hierna vermeld :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de verhogingen van het vorige jaar toe te passen. ».

**Art. 3.** In artikel 32, § 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het zevende lid wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de werkingssubsidies dat toegekend wordt per regelmatig ingeschreven leerling in de Hogere Kunstschole en in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, vastgesteld vanaf het jaar 2003 op het bedrag toegekend voor het jaar 2002, zoals bepaald krachtens artikel 21, tweede lid, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, en geïndexeerd zoals hierna vermeld :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de bedragen van het vorige jaar toe te passen. ».

2° het achtste lid wordt vervangen als volgt :

« Vanaf het schooljaar 2010-2011 wordt het bedrag van de werkingssubsidies van de internaten vastgesteld in functie van het bedrag toegekend voor het vorige schooljaar en geïndexeerd zoals hierna vermeld :

a) voor het schooljaar 2010-2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het schooljaar 2012-2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de bedragen van het vorige jaar toe te passen. ».

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 4.** In artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra, wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Vanaf het schooljaar 2010-2011 wordt het bedrag van de werkingssubsidies vastgesteld in functie van het bedrag toegekend voor het vorige schooljaar, geïndexeerd zoals hierna vermeld :

a) voor het schooljaar 2010-2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het schooljaar 2012-2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de bedragen van het vorige jaar toe te passen. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële toestand van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs wordt verbeterd*

**Art. 5.** In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële toestand van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs wordt verbeterd, wordt het eerste streepje vervangen als volgt :

« - geïndexeerd :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de budgettaire dotaties van het vorige jaar wordt toe te passen. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

**Art. 6.** In artikel 110, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Deze bedragen worden geïndexeerd :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op de bedragen van het vorige jaar wordt toe te passen. »

**HOOFDSTUK V.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

**Art. 7.** In artikel 6, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Bijkomende kredieten voor een jaarlijks bedrag van 8.092.000 euro, worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittredende vestigingen in de vorm van werkingsmiddelen bedoeld in artikel 9, § 2. Deze kredieten worden geïndexeerd als volgt :

a) voor het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het schooljaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op het bedrag van het vorige jaar toe te passen. ».

**Art. 8.** In artikel 7, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Bijkomende kredieten voor een jaarlijks bedrag van 5.834.000 euro worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittredende vestigingen in de vorm van werkingsmiddelen bedoeld in artikel 10, § 2. Vanaf het begrotingsjaar 2011 wordt het bedrag van deze kredieten geïndexeerd :

a) voor het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op het bedrag van het vorige jaar toe te passen. ».

**HOOFDSTUK VI.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

**Art. 9.** Artikel 56 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt vervangen als volgt :

« Ten minste 991.574,09 euro worden toegewezen aan instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt geïndexeerd als volgt :

a) tot en met het kalenderjaar 2011, volgens het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari op basis van 2004;

b) voor het kalenderjaar 2012, op grond van de verhouding 119,03/115,66 (algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2011, op basis van 2004);

c) vanaf het kalenderjaar 2013, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende jaar en het indexcijfer van januari van het vorige jaar op het bedrag van het vorige jaar toe te passen. ».

### **TITEL III.** — *Bepalingen betreffende het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs*

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs*

**Art. 10.** In artikel 22 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, worden de woorden « 675.000 euro » vervangen door de woorden « 670.000 euro ».

### **TITEL IV.** — *Bepalingen betreffende de financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs.*

#### **HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

**Art. 11.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « 107.725.882 euro voor de begrotingsjaren 2006 tot 2015. » vervangen door de woorden « 108.385.969 euro voor het begrotingsjaar 2012 en 109.863.851 euro vanaf het begrotingsjaar 2013. »;

2° in § 2 worden de woorden « 325.043.339 euro » vervangen door de woorden « 324.805.410 euro »;

3° in § 7 wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De jaarlijkse verhoging voor het begrotingsjaar 2012 bedraagt uitzonderlijk 1.997.389 euro ».



**Art. 12.** In artikel 32bis, eerste lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de woorden « 8.420.898 euro » vervangen door de woorden « 8.414.734 euro ».

**Art. 13.** In artikel 35, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2004, zoals gewijzigd, worden de woorden « van 4.891.350 euro, » ingevoegd tussen de woorden « een bedrag » en de woorden « dat vertegenwoordigt ».

**Art. 14.** In artikel 35bis, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 13 december 2007, zoals gewijzigd, worden de woorden « 2.981.776 euro » vervangen door de woorden « 3.128.362 euro ».

**Art. 15.** In artikel 35ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° onder punt 2° worden de woorden « 3.028.279 euro » vervangen door de woorden « 3.026.062 euro »;

2° onder punt 3° worden de woorden « 2.487.381 euro » vervangen door de woorden « 2.485.560 euro ».

**Art. 16.** In artikel 35quater, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « 2.359.434 euro » vervangen door de woorden « 2.357.707 euro »;

2° onder punt 3° worden de woorden « 3.038.795 euro » vervangen door de woorden « 3.036.571 euro ».

**Art. 17.** In artikel 35quinquies, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de woorden « 2.272.977 euro » vervangen door de woorden « 2.271.313 euro ».

**Art. 18.** In artikel 35sexies, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « 2.607.866 euro » vervangen door de woorden « 2.605.957 euro »;

2° onder punt 3° worden de woorden « 2.411.746 euro » vervangen door de woorden « 2.409.981 euro ».

**Art. 19.** In artikel 36ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de woorden « 633.336 euro » vervangen door de woorden « 628.282 euro ».

**Art. 20.** In artikel 36quater van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « 135.001 euro » vervangen door de woorden « 133.924 euro »;

2° in het derde lid worden de woorden « 15.000 euro » vervangen door de woorden « 14.880 euro ».

**Art. 21.** In artikel 45 van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « 7.600.000 euro » vervangen door de woorden « 7.594.437 euro »;

2° in § 1bis, eerste lid, worden de woorden « 3.445.000 euro » vervangen door de woorden « 3.442.478 euro ».

**Art. 22.** Artikel 46, § 2, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2012 heeft deze subsidie een bedrag van 3.017.700 euro dat geïndexeerd wordt. ».

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996  
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 23.** In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 283.741.389 euro » vervangen door de woorden « 283.720.841 euro ».

**Art. 24.** In artikel 21quater, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, zoals gewijzigd, worden de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2010 bedraagt het globale bedrag 11.267.783 euro. » vervangen door de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2012 is het globale bedrag 11.895.399 euro ».

*HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de hulpverlening aan de universitaire instellingen*

**Art. 25.** Artikel 14, § 2, van het programmadecreet van 20 december 2011 houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Cultuur, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie, de financiering van de universitaire instellingen en de Hogescholen, de hulpverlening aan de universitaire instellingen, de instellingen van openbaar nut en de sport, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Een bedrag van 800.000 euro wordt jaarlijks toegekend aan de Faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit de Liège. ».

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende het « Centre hospitalier universitaire de Liège »*

**Art. 26.** In artikel 10 van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het " Centre hospitalier universitaire de Liège ", de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheidspromotie op school, het onderwijs en het " Centre technique horticole de Gembloux ", worden de woorden « 1.720.000 euro » vervangen door de woorden « 1.716.000 euro ».

*HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2005  
betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs*

**Art. 27.** In artikel 4, § 1, van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2010 bedraagt het globale bedrag 1.588.642 euro. » vervangen door de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2012 is het globale bedrag 1.677.129 euro. ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen*

**Art. 28.** Artikel 60quinquies, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals ingevoegd bij het decreet van 9 mei 2008, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een uitrustingsstoelage toegekend aan de Hogere kunstscholen waarvan het bedrag op 138.000 euro per jaar vastgesteld wordt.

Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

- Gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar/Gezondheidsindex januari van het begrotingsjaar 2012. ».

**Art. 29.** In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd, worden de tweede en de derde zinnen die beginnen met de woorden « Een bedrag van » en eindigen met de woorden « gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen. » vervangen als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een bedrag van 66,89 euro toegekend, per subsidieerbare student, voor de financiering. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

**Art. 30.** In artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd, worden het tweede lid tot het vijfde lid vervangen als volgt :

« In de universitaire instellingen opgenomen onder de letters a) tot c) van artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt een bedrag van 380,64 euro per student toegekend voor de eerste 5.000 studenten en een bedrag van 253,10 euro per student boven de 5.000 studenten.

In de universitaire instellingen opgenomen onder de letters d) tot i) van artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt een bedrag van 380,64 euro per student toegekend voor de eerste 2.500 studenten en een bedrag van 253,10 euro per student boven de 2.500 studenten.

Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

- Index van januari van het betrokken begrotingsjaar/Index januari van het begrotingsjaar 2012. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

**Art. 31.** In artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd, worden de tweede en de derde zinnen die beginnen met woorden « Een bedrag van 52,06 euro » en die eindigen met de woorden « door de Franse Gemeenschap. » vervangen door de volgende zinnen :

« Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een bedrag van 70,25 euro toegekend, per subsidieerbare student, voor de financiering. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf. ».

TITEL V. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 32.** In artikel 7, § 1, eerste lid, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden twee streepjes ingevoegd na de vorige streepjes :

« - euro 34 811 544 in 2011;

- euro 35 811 000 in 2012 ».

In het vierde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden « 2011 » en « 2010 » respectievelijk vervangen door de woorden « 2013 » en « 2012 ».

TITEL VI. — *Bepalingen betreffende het Onderzoek.*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen*

**Art. 33.** In artikel 1 van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen, wordt het bedrag « euro 13.063.354 », toegekend voor de bijzondere onderzoeksfondsen, vervangen door het bedrag « 13.053.792 euro ».

In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het bedrag « euro 13.135.354 », toegekend voor de overlegde onderzoeksacties, vervangen door het bedrag « 13.125.739 euro ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2000 houdende dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek*

**Art. 34.** § 1. In artikel 17, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2000 houdende dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, wordt het bedrag « euro 8.326.000 », ten gunste van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek- NFWO voor de financiering van opleidingsbeurzen voor het onderzoek in de nijverheid en de landbouw, vervangen door « 8.426.230 euro in 2012 en 8.638.879 euro vanaf 2013 ».

§ 2. In het vierde lid van hetzelfde artikel wordt het aanvullende bedrag « euro 2.000.000 » vervangen door « 1.998.536 euro ».

**Art. 35.** Er wordt een § 3 toegevoegd in artikel 27 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Bij de beslissing over de toekenning van een tweede beurs, zoals bepaald in artikel 29, is er geen mondelinge proef. De raad van bestuur neemt zijn beslissing op basis van het verslag dat bezorgd wordt door het begeleidingscomité van de kandidaat voor de herschrijving voor het doctoraat in de universiteit van de Franse Gemeenschap van België waar hij in hoofdorde ingeschreven is. ».

TITEL VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 36.** De artikelen 2 tot 24 en 26 tot 31 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

De artikelen 33 en 34 hebben uitwerking met ingang van het begrotingsjaar 2012.

De andere artikelen treden in werking 10 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juli 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

*Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 386-1. — Commissieadviezen, nr. 386-2 tot nr. 386-5. — Verslag nr. 386-6.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 11 juli 2012. — Hervatting van de bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juli 2012.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2437

[C — 2012/29320]

**28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 28, tel que modifié par le décret du 23 mars 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 et le décret du 3 mars 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2012;

Vu la concertation du 19 avril 2012 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu les protocoles de négociation du 23 avril 2012 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;